

POLITIQUE/ASSEMBLEE NATIONALE :

Les députés prennent fonction aujourd'hui

P.3



Apévon Dodji (député du CAR)



Djimon Oré (député UFC)



Isabelle Améganvi (député ANC)

Régulation des médias au Togo :

LA HAAC explique la nouvelle loi organique et présente le calendrier du renouvellement des autorisations d'exploitation des radios et télévisions
Bientôt les couturières, menuisiers, bijoutiers et fleuristes extirpés de la profession

P.3



Blassey Kokou Tozoun, Président de la HAAC

Lucarne

3 QUESTIONS au Docteur Georges-William Kuessan

"En ce qui concerne l'opposition de façon générale, le résultat a été très décevant."



P.7 Dr Georges-William Kuessan

Lisez nous désormais sur le : www.lemedium.info avec : **SOGESTI**
 Intégrateur de Système d'Information
 Communication - Formation - Conseil
support@sogesti.net / www.sogesti.net

Culture/ Phases régionales de la 19ème édition de l'élection Miss Togo :

Jacqueline Adegniadjré, élue Miss région maritime



Elle s'appelle Jacqueline Adegniadjré, elle est étudiante en 3ème année de Finance-Comptabilité, elle a 23 ans et 1,77m comme taille. Elle a été élue Miss Région maritime samedi dernier au cours d'une soirée riche en couleurs, au l'hôtel Eda Oba. Passage en tenue de ville, tenue de vérité ou maillot de bain, danse traditionnelle, etc, ce fut les épreuves auxquelles ont été soumises les 14 filles en course.

Suite page 7

Médias:

La télévision nationale (TVT) est désormais sur satellite depuis vendredi dernier



Le Premier ministre visitant les nouvelles installations techniques

La chaîne de télévision nationale (TVT) ou chaîne mère est sur satellite depuis le vendredi dernier, la cérémonie officielle de lancement a été présidée par le Premier ministre Séléagodji Ahoomey-Zunu.

Suite page 3

Relance du tourisme :

Un plan directeur de développement et d'aménagement du secteur en cours d'élaboration

P.4



Christophe P. Tchao, ministre du Tourisme

Signature d'un "protocole d'accord" entre l'Etat et les retraités :

Le gouvernement va verser 4 mois d'allocation de départ à la retraite



Le ministre Broohm (g) et le représentant de l'UNAFRET-CM (d)

Le gouvernement a pris l'engagement mercredi dernier dans l'après-midi, de verser quatre mois d'allocation de départ à la retraite aux fonctionnaires retraités relevant du régime de la Caisse de Retraite du Togo. Un "protocole d'accord" a été signé entre le gouvernement et les représentants des Associations des retraités, de l'Union Nationale des Fonctionnaires Retraités du Togo - Civils et Militaires (UNAFRET-CM). Selon les termes de ce document, le gouvernement s'engage à verser deux mois d'indemnités à la retraite en 2013 et deux mois en 2014.

Suite page 5

Météo

Mardi 20 Août 2013

Matin:

Ciel très nuageux
23°C

Après-midi:

Ciel très nuageux
28°C

EDITO

Tous au travail!

Le moins qu'on puisse encore dire à tous nos politiques aujourd'hui, c'est de se mettre au travail dans l'intérêt supérieur de la Nation et de toutes ses composantes.

Avec la rentrée en classe ce jour des nouveaux parlementaires, il est plus qu'impérieux de les inviter à privilégier la cause du Togo que leurs propres intérêts saisonniers. Que vous soyez de la majorité ou de la minorité, une chose devrait importer pour vous : le Togo, notre Togo et son avancée, son développement.

Seul le travail libère l'homme, dit-on. Ainsi dit et compris, nous osons croire que nos éternels opposants sauront maintenant donner de la priorité à leurs contributions au parlement pour que les choses avancent, que de s'éterniser à loisir dans les rues à travers des marches trompe-l'œil, qui n'aboutissent à rien de concret sinon faire le business de leurs initiateurs : se prénommer à vie opposant radical. Pour quelle finalité ? Tous au travail. Et c'est simple ainsi !

Crédo TETTEH



Récépissé

N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC

Adresse :

893, rue 19 Saint Joseph
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 99 52 05 15
Email : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse, Casier N° 78

Directeur de la Publication :

CRÉDO ADJÉ K. TETTEH

Rédaction :

Jacques Komi SOLETE
Crédo TETTEH
Ekoué SATCHIVI
Dodo ABALO
Dezzy HUTCHNER
Infographie : JPB
Impression : ST Louis,
Doulassamé-LOME Tél : 9012 3730
Tirage : 2.500 exemplaires
Distribution: Léo AYIVI (90197025)

Libre opinion : Jean-Pierre Fabre, Mohamed Morsi et Hugo Chavez

La rançon du radicalisme

En analysant les résultats de l'élection présidentielle de 2010, j'avais conclu, que les 33% obtenus par Jean Pierre Fabre (contre 66% pour Faure GNASSINGBE) étaient à décompter comme suit :

- 18 à 20% de voix obtenues grâce à l'aura personnelle d'alors de Gilchrist Olympio, qui a renoncé in extrémis à se présenter à cette présidentielle (accident, paraît-il) ;
- 12 à 13% sont à mettre à l'actif personnel de Jean-Pierre FABRE.

En 2013, même recouvert du vernis d'un "machin" dénommé CST, Jean Pierre Fabre n'a pu obtenir que 16 sièges sur les 91 à pourvoir, soit 14.56% de l'électorat.

Sur les 19 sièges glanés en effet par le CST (ANC, ADDI, PSR...) trois sièges sont allés à ADDI et 16 à l'ANC et ses autres alliés ! Autrement dit, l'électorat de celui qui se croit populaire est bloqué à 15% sur le plan National ! Aux dernières législatives, le leader n'a même pas pu bénéficier de l'électorat "de désaffection" de Gilchrist Olympio, liquidé politiquement et intelligemment par UNIR. Les raisons de cette déculottée infligée à l'ANC et à son Président, Jean Pierre Fabre, ont pour nom principal, le radicalisme, greffé d'amateurisme, d'illogisme et d'autisme...

Lorsque RFI avait annoncé le limogeage du maréchal Tantaoui, chef de l'Armée égyptienne, je me suis dit que les carottes étaient cuites pour le Président Mohamed Morsi, élu très démocratiquement chef de l'Etat, avec près de 53% des voix, au premier tour. Cela me rappelle le limogeage du Colonel DJOUA, par Joseph Kokou Koffigoh, (Premier Ministre, Ministre de la Défense de la transition) et son remplacement par le capitaine OGOU, au poste d'officier de tir (contre notre avis, nous ses conseillers)... Le capitaine OGOU a échappé à la mort ce jour-là et s'est réfugié à l'Ambassade des USA à Lomé, jusqu'à son départ en exil pour l'Amérique ! Mohamed Morsi est un islamiste pur et dur, très radical, qui n'a aucune expérience de l'exercice du pouvoir. D'autre part, l'Armée est une Institution d'un pays et c'est pourquoi l'aide de Camp d'un Président (civil ou militaire), est toujours un militaire !...

Mohamed Morsi a commis l'erreur de ne pas connaître cette règle d'or de gestion d'un pays. Il a confondu la "mobilisation bruyante du peuple" et la discrétion silencieuse et réaliste de l'exercice du pouvoir. Aux millions d'Égyptiens, descendus dans les rues du Caire et d'Alexandrie, pour fêter son élection ou exiger son rétablissement dans son rôle de

Président élu, les militaires égyptiens ont imposé leur logique et le Président élu est obligé de quémander un verre d'eau, quand il a très soif, avant que ses gardiens de sa prison secrète ne le lui donnent, histoire de leur montrer qui a le vrai pouvoir !

L'exemple de Mohamed Morsi est à méditer par les politiciens africains dont certains croient qu'il suffit de mobiliser 30 000 ou 50 000 citoyens dans les rues de la capitale ou à la plage pour croire qu'on est populaire. Hitler a réuni, une fois, 50 millions d'Allemands (sur une population allemande de 62 millions à l'époque) dans les villes d'Allemagne, mais son radicalisme jusqu'au-boutisme stupide a conduit son pays à une sanglante défaite, et le Führer s'est suicidé lâchement au bout de sa folie guerrière. Il est vrai que si les Russes, arrivés les premiers à son bunker de Berlin, l'avaient attrapé vivant, ils l'auraient exhibé dans une cage, comme un fauve, à la risée et aux injures des peuples, la seconde guerre mondiale ayant causé, en effet, la mort de 20 millions de personnes et totalisé 100 millions de blessés à travers le monde ! Ordonnant à son aide de camp de brûler son corps, quand il se sera tiré une balle dans la tête, il lui avait expressément dit ceci :

" Si les Russes m'attrapent vivant, ils vont me promener dans une cage, dans un zoo ambulant "...

Si les islamistes égyptiens continuent à squatter les places et les rues du Caire, ils vont être surpris, un jour, d'apprendre que " Mohamed Morsi s'est pendu, dans sa cellule, avec ses draps " ! Cela leur permettra de reprendre le travail et de libérer les places squattées, et ça, c'est la finalité d'un bras de fer entre le virtuel et le réel... Déjà plus de mille morts, et Morsi ne demande pas à ses geôliers de parler à la télévision au peuple, pour lui dire de ne pas se sacrifier, pour lui, pour ses trois ans restants de son mandat de quatre ans ! Pouvoir, quand tu nous tiens !

Hugo CHAVEZ, feu Président vénézuélien, est l'un des plus grands extrémistes, radicalistes du monde. Discours enflammés, insultes indescriptibles à l'adresse d'autres dirigeants de ce monde, menaces tout azimut etc. Il n'a pas su maîtriser sa langue, ses gestes, son humeur et cela lui a été fatal !

" A cette même tribune, le diable est passé tout à l'heure à ce micro... ". C'est le Président radical CHAVEZ qui parlait ainsi, à la tribune des Nations Unies, lors d'une Assemblée Générale de l'Organisation. Georges BUSH, Président de la première puissance mondiale, avait pris la parole peu avant lui ! Ce n'est pas surprenant

qu'il meurt de façon mystérieuse. Cancer ? Empoisonnement ? La rumeur court que c'est par micro (l'ouverture) qu'on lui aurait insufflé un paquet de virus. On ne peut pas impunément traiter un chef d'Etat de Diable ! Mais le paquet de virus aurait été insufflé par ses propres partisans, peut-être en service commandé ?...

Revenons au Togo, avec Jean Pierre Fabre...

" Nous sommes le plus grand et c'est autour de nous que les autres doivent se greffer. Nous savons celui qui peut parler au nom de l'opposition ! "

Aucune modestie, aucune humilité, à force de froisser les partenaires d'Arc-en-ciel (6), d'ADDI (3), de l'UFC (3) et de sursaut Togo (1) qui totalisent tout de même 6+3+3+1 (soit 13 députés) contre 16 pour le leader de l'ANC ! Il est aujourd'hui le chef légal de l'opposition, mais, s'il veut jouer son rôle avec réalisme, sans radicalisme, il doit élaguer l'ANC, pour en faire un vrai parti, qui ne se cache pas, dans le cul d'un machin comme le CST. Le leader du "machin", sans doute le plus nul des juristes du pays, annonce :

" Nous savons que les résultats allaient être ce que nous avons vu et c'est pourquoi nous disions que sans



Dr David IHOU

les réformes constitutionnelles et institutionnelles, il ne peut y avoir d'élection... "

Mr le Coordonnateur du CST, on va faire ces réformes dans votre pantalon ou dans votre cuisine ? Les réformes ne se font qu'au Parlement et l'opposition n'est majoritaire ni dans l'ancienne ni dans la nouvelle Assemblée. Un étudiant de Capacité en Droit comprend cela aisément !

Si Mr FABRE veut avoir un quelconque avenir politique, il doit se mettre sérieusement au travail et surtout mûrir, pour ne pas connaître le sort d'un Mohamed Morsi ou d'un Hugo CHAVEZ, si par miracle, il accède un jour à la magistrature suprême...

Le radicalisme est un signe de déficit d'intelligence et de réalisme...

Dr IHOU

RELIGION: Des chevaliers et Dames auxiliaires de St Jean International du Togo en conclave de trois jours à Kpalimé

QUELQUE 500 chevaliers de St Jean International et Dames auxiliaires du Togo ont entamé à Kpalimé (environ 120 km au nord de Lomé), leur 19e convention, rencontre axée sur le thème: "Foi et charité chrétienne".

La cérémonie d'ouverture a été présidée par Mgr Benoît Alowonou, Evêque de Kpalimé et membre de l'ordre des chevaliers, en présence de Michel Dosseh-Anyron, grand président de l'ordre.

Sœur Louise Attila, grande présidente des Dames auxiliaires et Sogoyou Békéyi, secrétaire général de la préfecture de Kloto ont également assisté à cette rencontre.

Ce conclave permettra à ces fidèles catholiques venus de toutes les régions du Togo de faire le bilan des activités réalisées au cours des deux dernières années, et de lancer les perspectives et les opportunités pour les deux ans à venir.

Les assises doivent également permettre aux participants d'élire les nouveaux membres du bureau directeur sur le plan national de l'ordre des chevaliers St Jean International.

Des résolutions seront prises et des recommandations également faites au cours de ce conclave.

Rappelons que la 18e grande convention s'est tenue à Atakpamé.



Pour le compte de son deuxième semestre d'activités pour l'année 2013, le Cabinet de formation **Update Concept** vous propose deux séminaires de formation opérationnelle à Lomé, sur les thèmes suivants:

- Du 04 au 06 septembre : **Management de projet avec MS Project.**

- Du 09 au 12 septembre : **Stratégie des Organisations.**

FORMATEUR : Martin MADIBA EBONGUE, MSc, PMP, Auditeur Qualité ISO 9001-2008.

REFERENTIELS UTILISES:

- PROJECT MANAGEMENT INSTITUTE USA- (PMBOK).
- ISO 21500 (NORME ISO DE MANAGEMENT DE PROJET).
- CADRE LOGIQUE & BALANCED SCORECARD DE KAPLAN ET NORTON.
- STRATEGIC MATURITY MODEL.

LES PLUS UPDATE.

- **Clés USB avec Templates d'actifs en management de Projet offert à chaque participant.**
- **Un Coaching personnalisé pré et post séminaire** (sans frais supplémentaire) assuré pour chaque participant.
- **Ces deux séminaires donnent droit à des gains des crédits PDU reconnus** (Personal Development Units).

Directeurs généraux, Chefs de projet, Responsables chargés de la stratégie, Responsables qualité de projet, Responsable des opérations, consultant en stratégie et management de projet... ne ratez pas l'opportunité de participer à ces deux séminaires de formation homologués et alignés au référentiel Project Management Institute-USA et ISO 21500 (Norme ISO de management de projet).

Pour tout contact et retrait des dossiers d'informations, veuillez contacter :

UPDATE CONCEPT

08 BP: 81589 LOME - TOGO

Tel: +228 22 21 45 47 / 22 34 21 07

Email: info@updatconcept.com/ Site web: www.updateconcept.com.



Sogesti.Net

- Formation en conception de site web
- Administrateur des bases de données Oracle
- Formation ITIL fondation et certification
- Formation Schémas directeurs des SI
- Formation CEH Certificat Ethical Hacker
- Formation Windows server 2008/2012
- Formations Exchange et Sharepoint
- Formation Saari sage et secrétariat bureautique

Nous joindre Tel: 22 20 05 53

E-mail : sogesti@gmail.com

www.sogesti.net

POLITIQUE/ASSEMBLEE NATIONALE :
Les députés prennent fonction aujourd'hui

LA RENTRÉE parlementaire des nouveaux députés élus aux dernières législatives du 25 juillet a lieu aujourd'hui à Lomé. Une occasion pour Jean-Pierre Fabre et ses lieutenants élus de reprendre service, pour ceux qui ont déjà goûté au bonheur d'être député et de découverte pour les nouveaux venus, dans la peau de parlementaire avec tout ce que cela comporte comme privilèges et bénéfices. Mais surtout d'engagement pour le bien être des citoyens.

Après cette rentrée parlementaire conformément aux textes en vigueur, les nouveaux députés auront le plaisir d'adopter leur règlement intérieur, d'élire leur bureau et de désigner leur nouveau



Apévn Dodji (député CAR)

président. Celui là qui aura la lourde responsabilité de diriger les travaux de ce parlement new look.

Pour l'instant, les supputations vont bon train en ce qui concerne le successeur de El Hadj Abass Bonfoh. Ces dernières placent en



Djimon Oré (député UFC)

bonne position l'ancien président du groupe de la majorité parlementaire, Drama Dramani pour succéder au natif de Bassar.

Rappelons qu'aux dernières législatives et selon les résultats définitifs proclamés le lundi 12 aout der-



Isabelle Améganvi (député ANC)

nier par la Cour constitutionnelle, le parti au pouvoir UNIR a obtenu 62 sièges devant le CST/ANC 19 sièges, la Coalition Arc en ciel 6 sièges, l'UFC de Gilchrist Olympio 3 sièges et Sursaut National 01 siège.

Crédo TETTEH

REGULATION DES MEDIAS AU TOGO

LA HAAC explique la nouvelle loi organique et présente le calendrier du renouvellement des autorisations d'exploitation des radios et télévisions
Bientôt les couturières, menuisiers, bijoutiers et fleuristes extirpés de la profession

LE PRÉSIDENT de la HAAC, Biossey Kokou Tozoun a animé hier matin au siège de l'institution une rencontre d'échanges avec les professionnels des médias, notamment les directeurs des médias audiovisuels et écrits en présence des responsables des organisations professionnelles de presse.

Pour le président de la HAAC, ce fut une occasion pour " faire l'état des lieux de notre cadre juridique en prenant en compte les mutations technologiques que le secteur enregistre depuis quelques temps et de soupeser les forces et les faiblesses des textes afin de les rendre aptes à nous accompagner dans cette aventure".

Deux ans donc après leur prestation de serment devant la Cour suprême, la nouvelle équipe de la HAAC a jugé bon après moult difficultés de présenter aux professionnels des médias, le résultat de tous ces sacrifices, une nouvelle loi organique relative à la HAAC qui selon le président Biossey Kokou Tozoun permettra " d'injecter autant que faire se peut, une dose de responsabilité et de professionnalisme dans le comportement de nos partenaires, ceux pour qui la déontologie et l'éthique ne sont pas de vains principes, mais l'oxygène vivifiant indispensable à la vie et à l'évolution harmonieuse de tous les acteurs des mass-médias ".

Des échanges à l'issue de la présentation liminaire du président de la HAAC qui a également abordé les dossiers d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation de radiodiffusion et de télévision, a affirmé le président de la HAAC " le dépôt, l'examen et le traitement de ces dossiers seront désormais délimités dans le temps et soumis aux travaux de sessions en séances plénières qu'il conviendra d'appeler les sessions d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation ", un débat a été ouvert. De ce débat, tous les maux qui minent la profession ont été passés en revue et des approches de solution conformément aux textes en vigueur exposées aux professionnels des médias qui ont fait nombreux le déplacement du siège de la HAAC.

Entre autres approches de solution au manque de professionnalisme,



Kokou B. Tozoun, Président de la HAAC

c'est d'arriver dans un futur très proche à extirper de la profession elle-

même les couturières, menuisiers, bijoutiers et fleuristes qui l'ont pris en

MÉDIAS: La télévision nationale (TVT) est désormais sur satellite depuis vendredi dernier

LA CHAÎNE de télévision nationale (TVT) ou chaîne mère est sur satellite depuis le vendredi dernier, la cérémonie officielle de lancement a été présidée par le Premier ministre Séléagodji Ahoomey-Zunu.



Pose de la première pierre par le PM Ahoomey-Zunu...

Cet évènement coïncide avec le quarantième anniversaire de cette première chaîne de télévision au Togo. Plusieurs personnalités dont des ministres ont assisté à cette cérémonie dans l'enceinte de la TVT. La cérémonie a été couplée de la pose de la première pierre des futurs locaux de cette chaîne de télévision.

"C'est un honneur et un privilège pour nous, de lancer ce vendredi notre chaîne de télévision publique sur satellite", a déclaré M.

Ahoomey-Zunu. Ce dernier a rendu un hommage à tous ceux qui ont travaillé au sein de cette chaîne de télévision.

Selon le Ministre de la communication, Djimon Oré, ce projet "va



...puis visite des nouvelles installations techniques

améliorer la couverture médiatique sur l'étendue du territoire, mettre fin aux frustrations d'une partie de la population qui n'arrive pas à capter et à suivre les médias publics et enfin répondre à l'appel de l'Union Internationale des Télévisions (UIT) qui a fixé à 2015 l'année butoir pour passer de l'analogique au numérique dont 80% des réalisations ont été déjà effectuées", a-t-il déclaré .

Pour le Directeur de la TVT, Kouessan Yovodevi, la mise sur satellite de la télévision publique

otage et qui se prénomment à loisir journalistes, et les meilleurs, sans oublier les arnaqueurs qui se cachent derrière la profession pour s'adonner à de l'escroquerie envers des directeurs et responsables de société .

Rappelons que la nouvelle loi organique de la HAAC à travers les dispositions qu'elle offre à la HAAC, lui donne des outils indispensables à une régulation responsable, efficace et respectueuse de la liberté de la presse et des droits individuels et collectifs de nos concitoyens. Ainsi donc, elle devra à la lumière des nouvelles dispositions, infliger des sanctions conformément aux articles 26, 30, 31, 56, 57, 60,62 et 63.

Crédo TETTEH



Législatives 2013

La Délégation de l'Union européenne au Togo a tenu à mettre les choses au point après la publication par des journaux proches de l'opposition d'un supposé rapport officiel réalisé par des experts électoraux de l'UE sur le scrutin législatif du 25 juillet. Le document largement étalé dans la presse critique l'ensemble du processus électoral.

Dans un communiqué publié mardi dernier, "la Délégation de l'Union européenne tient à préciser que les informations contenues dans ce rapport provisoire ne reflètent que l'opinion d'experts électoraux indépendants. Elles ne peuvent en aucun cas être considérées comme les positions officielles de l'Union européenne".

SECURITE REGIONALE /DES CHEFS D'ETAT-MAJOR OUEST-AFRICAINS RECUS LE MERCREDI DERNIER A LOMÉ PAR LE PRÉSIDENT FAURE GNASSINGBÉ

Les chefs d'état-major de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cédéao) en séjour à Lomé dans le cadre d'une réunion de leur comité, ont été reçus le mercredi dernier à Lomé en audience au Palais présidentiel par le chef d'Etat togolais Faure Gnassingbé.

Ces hauts responsables militaires ont tenu lundi et mardi derniers à Lomé, une session extraordinaire de leur comité. La délégation était conduite par le général Soumaïla Bakayoko, chef d'Etat major général de la Côte d'Ivoire et président du Comité des chefs d'état-major de la Cédéao.

"Nous avons fait le point des travaux de note comité avec le chef de l'Etat togolais", a déclaré devant des caméras de la télévision nationale (TVT), le général Bakayoko.

Au cours de leur réunion, les chefs d'état-major ouest-africains ont abordé trois sujets : le renforcement des moyens de la Mission militaire ouest-africaine en Guinée-Bissau (Ecomib), la piraterie maritime dans le Golfe de Guinée et la transformation de la Mission internationale de soutien au Mali (Misma) en Mission des Nations-Unies pour la stabilisation du Mali (Munisma).



Le Gal Bakayoko

"Nous avons parlé du renforcement de la force de l'Ecomib en Guinée Bissau, afin qu'elle soit en mesure de garantir la sécurité des prochaines élections dans ce pays. Nous nous sommes réjouis qu'un certain nombre de chefs d'Etat membres du Comité des chefs d'Etat major se sont proposés pour apporter les moyens nécessaires au renforcement de la capacité opérationnelle de cette force", a indiqué le président du Comité des chefs d'état-major de la Cédéao.

"Egalement avec le président, nous avons rendu compte de la transformation de la Misma en Munisma. Nous nous sommes réjouis du fait que le remboursement aux pays contributeurs a été entamé par la Cédéao. En même temps, nous exhortons la Cédéao et l'Union africaine à faire en sorte que les Nations Unies puissent fournir les équipements nécessaires aux différents pays contributeurs qui se trouvent aujourd'hui au sein de la Munisma et au Mali", a souligné le général Bakayoko.

Ces chefs d'Etat major n'ont pas oublié l'épineux problème de la piraterie maritime dans le Golfe de Guinée et surtout les premières bases jetées au cours de la rencontre de Lomé.

Un "Centre de coordination maritime" bientôt opérationnel : "nous avons décidé de la création d'un Centre de coordination maritime qui va regrouper les membres de la zone E : Bénin, Niger, Nigeria et Togo. Ces quatre pays vont se retrouver pour créer le Centre de coordination maritime. Ils vont équiper ce Centre, en vue de le rendre opérationnel", a précisé le général Bakayoko.

La piraterie maritime a pris de l'ampleur ces dernières années, surtout dans le Golfe de Guinée. En 2012, 966 marins ont été attaqués dans cette zone. Au cours de la même année, 851 marins ont subi les mêmes attaques au large des côtes somaliennes, selon les récentes statistiques du Bureau maritime international (BMI).



Comment lutter plus efficacement contre les maladies de Newcastle et de Gumboro, des virus dont les symptômes sont assez similaires à la grippe aviaire et qui constituent une menace sérieuse pour la filière de l'élevage en Afrique. Une réunion internationale, organisée par le gouvernement togolais et l'USAID, rassemble depuis lundi à Lomé des experts d'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Le diagnostic est aisé, le traitement disponible à condition de savoir quels types de vaccins utiliser, d'adopter les bons protocoles et de mettre en place les mesures élémentaires de biosécurité. Au Togo, la prévalence est de 11% pour la maladie de Newcastle et de 8% pour celle de Gumboro.

LES ROUTES CONSTRUITES PAR LA SOCIÉTÉ EBOMAF ÉPROUVÉES



La fête de l'assomption dans la région des Savanes a été marquée par une grande pluie qui a commencé très tôt le matin (04h) dans certaines villes de la région. A Dapaong, elle a commencé aux environs de 07h40 et a pris fin à 15h00. Cette pluie a, non seulement renversé les constructions dans les villages, mais a éprouvé la construction routière dont la société EBOMAF tient le marché. Sur le registre des chantiers routiers, la route Dapaong - Borgou, environ 75 km de la ville de Dapaong ; mais à 10 km de la ville Dapaong, se situe le canton de Pana. Dans ce canton, EBOMAF a commencé la construction d'un pont d'une longueur de 15m au plus et qui jusqu'ici est mis en veilleuse. A côté de ce pont une déviation qui permettait aux routiers de joindre Pana - Dapaong. La pluie de ce jeudi 15 août a mis à nu le manque de rigueur dans le travail effectué par la société EBOMAF. En effet, sur cette déviation, un ponceau mal construit a cédé sous la menace de la pluie du 15 août, engendrant ainsi des difficultés pour les populations de pouvoir la traversée.

Pour apporter leur contribution, les jeunes riverains se sont organisés pour aider les routiers à traverser la rivière. Les conducteurs de moto payent 500f CFA et les autres 300.

Jusqu'ici, le paiement de la somme ne pose aucun problème mais la grande question est de savoir ce que sera la suite et quel avenir pour ces routes mal construites par la Société. Des routes dont la majeure partie a été endommagée par la pluie. L'un des riverains déclarait : « ils ont sauté certains ponceaux qui existaient et qui ne sont plus construits ».

Encore une seconde pluie comme celle-ci et personne ne pourra emprunter la route Pana - Dapaong vu que sur les portions où il y a un peu de goudron, rien n'est sûr qu'une seconde pluie de telle ampleur ne l'emportera.

C'est en tout cas le même scénario qui a été constaté sur la nationale n°1 où la pluie a aussi dévasté une bonne partie du goudron.

A tout prendre, les populations sont en danger en empruntant ces routes.

Signalons également que cette pluie a occasionné des inondations dans certains villages tels que Djangou, un village non loin du pont qui a cédé.

Source: letelegramme228

Relance du tourisme : Un plan directeur de développement et d'aménagement du secteur en cours d'élaboration

LE GOUVERNEMENT togolais poursuit depuis quelques années des efforts pour relancer le secteur du tourisme, frappée de plein fouet par la rupture de l'aide des partenaires au développement pendant près de quinze années (de 1993 à 2007).

L'activité touristique au Togo reprend progressivement sa place, l'Etat ayant pris le taureau par les cornes. Après la politique nationale adoptée en 2011, le gouvernement s'est à nouveau lancé dans l'élaboration d'un "plan directeur de développement et d'aménagement" du secteur.

Un atelier d'élaboration de ce document s'est tenu le vendredi dernier à Lomé, rencontre présidée par le ministre du tourisme Christophe Tchao en présence du Représentant résident adjoint du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) Damien Mama.

M. Ousmane Ndiaye, Directeur régional de l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) / Afrique, des Chefs traditionnels et des représentants des institutions financières étaient aussi présents.

La phase préparatoire du projet a consisté à la tenue des ateliers régionaux d'informations, de sensibilisation des autorités locales et les différents acteurs opérant dans le domaine du tourisme, afin d'obtenir notamment leur adhésion et les préparer à l'accueil des missions prévues sur le terrain. L'atelier a impliqué tous les acteurs tant du secteur public que privé au processus d'élaboration de ce plan directeur à travers leur contribution.

Le plan directeur de développement et d'aménagement vise à définir un cadre cohérent qui fixe les orientations et décrit les programmes d'actions à mettre en œuvre à moyen et à long terme pour faire du secteur touristique un moteur du développement économique et social du Togo.

Selon le Représentant adjoint du PNUD au Togo, le choix fait par le gouvernement en élaborant ce document, répond aux recommandations de la déclaration de l'OMT du 13 septembre 2005 qui exhorte les Etats à (1) reconnaître sans réserve le tourisme comme un instrument efficace pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) à et à (2) intégrer le tourisme dans les programmes nationaux de développement et dans les stratégies nationales de réduction de la pauvreté.

"Par rapport au second point spécifiquement, le gouvernement togolais a d'abord traduit cette volonté et cet engagement par l'intégration de la promotion du tourisme dans la Stratégie de Croissance Accélérée de Promotion de l'Emploi (SCAPE). Et c'est également cette volonté qui a été déterminante dans la décision du PNUD d'appuyer l'élaboration de ce plan", a souligné M. Mama.

Le PNUD a octroyé une subvention non remboursable de 319.000 dollars au ministère du tourisme



La table d'honneur à l'ouverture des travaux de l'atelier

pour l'élaboration du plan directeur, soit environ 70% du coût total du projet. Les documents avaient été signés le 9 avril dernier par Mme Khardiata Lo N'Diaye, représentante résidente du PNUD au Togo et le ministre du tourisme.

D'un coup total de 450.000 dollars dont un apport du gouvernement togolais évalué à 131.000 dollars, ce projet sera exécuté par l'OMT pour une période de 6 mois, selon les termes de l'accord. Il est divisé en deux phases : une première phase qui établira le bilan de la situation actuelle et présentera son diagnostic ainsi que des orientations stratégiques provisoires, et une seconde phase qui proposera la stratégie de développement à long terme et définira, en termes de coût, les programmes d'actions à mettre en œuvre à l'horizon 2018.

Pour le Directeur régional de l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) / Afrique, le PNUD et son Institution nourrissent des espoirs légitimes de voir le tourisme togolais jouer le rôle de moteur dans le développement économique et social du Togo eut égard aux nombreuses potentialités touristiques que regorge le pays.

"Le gouvernement a inscrit le tourisme parmi les secteurs porteur de croissance au niveau de la SCAPE. C'est dire que le gouvernement compte sur les potentialités touristiques du pays pour réduire la pauvreté surtout en milieu rural, booster la croissance économique et créer des emplois", a pour sa part souligné le ministre du tourisme.

"Ce plan servira désormais à orienter toute action d'intervention dans le secteur en vue de mettre en

valeur toutes les potentialités touristiques devant propulser la croissance économique. Ce plan sera élaboré par des consultants nationaux et internationaux", a précisé M. Tchao.

Lors de l'atelier tenu le vendredi dernier, les participants ont suivi plusieurs communications notamment une présentation des besoins et attentes du ministère du tourisme relative à ce Plan directeur et les principales caractéristiques du document (objectifs, déroulement en phases et calendrier, domaines abordés, présentation de l'équipe des consultants, participation des différentes parties concernées, résultats attendus).

Ils ont également planché sur le rôle et la composition du Comité de suivi. Une discussion d'ensemble sur le mode d'évaluation du Plan, suivie des principaux enseignements des débats et conclusions ont mis fin à l'atelier.

Rappelons que le secteur du tourisme a enregistré ces quatre dernières années de belles performances, à en croire les récentes statistiques. Selon les chiffres, le nombre de touristes a considérablement augmenté passant de 87.587 en 2008 à 325.633 en 2011. En 2011, le secteur a généré environ 20 milliards de F.CFA de recettes.

Après son échec aux législatives, l'UFC sort de son silence: "Les résultats enregistrés ne reflètent pas nos efforts inlassables de construction de la paix (...)"

LA COUR constitutionnelle a proclamé lundi dernier, les résultats définitifs des élections législatives du 25 juillet. Grand perdant de ce scrutin remporté par l'Union pour la République (avec 62 des 91 sièges) : l'Union des Forces de Changement (UFC) de Gilchrist Olympio prend la quatrième place avec seulement 3 sièges. L'ex-principal parti de l'opposition (avec 27 sièges sur 81 lors des législatives d'octobre 2007) a payé lourdement pour la crise qui l'a secouée au lendemain de l'accord signé par M. Olympio avec le parti au pouvoir. C'est d'ailleurs cet accord qui a entraîné le départ de certains "lieutenants" - dont Jean Pierre Fabre - qui ont créé leur propre formation politique, l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC), aujourd'hui membre du Collectif "Sauvons le Togo" (CST).

"Les résultats enregistrés par l'UFC ne reflètent pas nos efforts inlassables de construction de la paix, de pardon et de réconciliation nationale, même si l'UFC se réjouit de l'étape décisive qui vient d'être franchie comme étant un pas vers l'enracinement de la démocratie", souligne le parti de M. Olympio dans un communiqué rendu public.

Pour ce parti, c'est grâce à son accord signé avec le parti au pouvoir que l'ambiance politique s'est décrispée avec à la clé, "un desserrement des pressions financières et économiques".

"Ces acquis ont été renforcés par notre participation active aux travaux du Cadre Permanent de Discussion et de Concertation (CPDC) et notre implication dans l'amélioration du cadre électoral ayant permis au Togo



Gilchrist Olympio, président national de l'UFC

de s'engager dans un processus qui a abouti aux élections législatives du 25 Juillet 2013 que les communautés nationale et internationale reconnaissent comme s'étant déroulées dans la paix", indique le communiqué.

Le parti de M. Olympio se "félicite" - au regard de cette situation - "d'avoir pris part au processus électoral en toute honnêteté, dans un climat beaucoup plus apaisé que les précédents, contrairement à certains partis politiques qui ont utilisé des voies et moyens anti-démocratiques pour obtenir les résultats proclamés par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI)".

Le parti s'engage à "poursuivre sa quête du pouvoir politique par la voie pacifique, en vue de s'attaquer aux tâches prioritaires de développement conduisant à la réduction de la pauvreté et l'accès au bien-être social pour tous".

"Cette volonté de l'UFC d'œuvrer sans cesse pour la paix semble ne pas être comprise par une partie de la population. Mais nous réaffirmons que rien de constructif ne peut se faire

sans la paix et le dialogue. Certes, les attentes légitimes du peuple n'ont pas pu être comblées en trois ans de participation au gouvernement malgré tous les efforts déployés. Que nos compatriotes se rassurent : l'UFC n'a jamais trahi et ne trahira jamais les Togolais dans la recherche du bonheur pour tous comme veulent le faire croire nos détracteurs", souligne le communiqué.

L'UFC a affirmé n'avoir "jamais trahi et ne trahira jamais les Togolais dans la recherche du bonheur pour tous comme veulent le faire croire nos détracteurs".

"C'est pourquoi l'UFC continuera de participer activement à la mise en place des réformes constitutionnelles et institutionnelles. Notre objectif prioritaire de rester un gardien jaloux de la démocratie, demeure intact", précise le texte.

Rappelons que pour ces législatives, le CST est arrivé en deuxième position avec 19 sièges. Viennent ensuite la Coalition "Arc-en-ciel" (6 sièges), l'UFC (3 sièges) et Sursaut national (1 siège).

Signature d'un "protocole d'accord" entre l'Etat et les retraités :
Le gouvernement va verser 4 mois d'allocation de départ à la retraite

LE GOUVERNEMENT a pris l'engagement mercredi dernier dans l'après-midi, de verser quatre mois d'allocation de départ à la retraite aux fonctionnaires retraités relevant du régime de la Caisse de Retraite du Togo. Un "protocole d'accord" a été signé entre le gouvernement et les représentants des Associations des retraités, de l'Union Nationale des Fonctionnaires Retraités du Togo - Civils et Militaires (UNAFRET-CM). Selon les termes de ce document, le gouvernement s'engage à verser deux mois d'indemnités à la retraite en 2013 et deux mois en 2014.

"Le gouvernement a estimé qu'il fallait négocier avec les retraités, his-

toire de tourner la page en faisant un geste de réconfort. Le gouvernement est très attentif à leur situation", a déclaré Octave Nicoué Broohm, ministre de l'enseignement supérieur..

"Ce protocole d'accord met en acte, ce qui a été conclu : deux mois d'indemnité de retraite pour l'année 2013 pour le actifs et deux mois pour 2014, avec la possibilité de revoir leur pouvoir d'achat", a-t-il souligné.

Instaurée par la loi du 23 mai 1991, l'allocation de départ à la retraite a été interrompue unilatéralement par l'Etat en 1997. Cette allocation sera complètement enterrée par une loi votée par le Parlement en février 2011, la Caisse de Retraite du Togo (CRT) ayant accumulé une



Signature du "Protocole d'Accord" entre les représentants du Gouvernement (g) et de l'UNAFRET (die) dette de plus de 25 milliards de F.CFA.

La charge de l'allocation de départ à la retraite était assurée par la CRT pour le compte de l'Etat. La CTR est un Etablissement à caractère social, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

POLITIQUE : La Coalition "Arc-en-ciel" plaide pour des "états généraux" de l'opposition en vue d'un "bilan objectif du chemin parcouru"

LA COALITION "Arc-en-ciel" a appelé le mardi passé à des "états généraux" de l'opposition pour faire un "bilan objectif du chemin parcouru". Cet appel a été lancé par des responsables de ladite Coalition lors d'une conférence de presse au cours de laquelle ils sont revenus longuement sur les résultats définitifs des élections législatives du 25 juillet.

Le scrutin a été remporté par l'Union pour la République (UNIR, le parti au pouvoir) qui a raflé 62 des 91 sièges de députés, obtenant ainsi la majorité absolue dans le prochain Parlement. Le Collectif "Sauvons le Togo" est arrivé en deuxième position avec 19 sièges. Viennent ensuite la Coalition "Arc-en-ciel" (6 sièges), l'Union des Forces de Changement, UFC, 3 sièges) et "Sursaut national" (1 siège).

Selon la Coalition "Arc-en-ciel", ces résultats "ne reflètent nullement le poids réel des partis et regroupements politiques engagés dans cette



Des responsables de la coalition "Arc-en-ciel" lors d'une conférence de presse le 25 juillet dernier

compétition et ne confèrent aucune légitimité au pouvoir en place".

"Au delà des fraudes massives orchestrées par le pouvoir", affirment les responsables de la Coalition, "les causes des résultats obtenus par l'opposition sont aussi à rechercher dans la désunion des forces démocratiques".

Les responsables de ce regroupement de cinq partis politiques de l'opposition, "regrettent une fois encore qu'en dépit des efforts qu'elle a déployés, l'opposition ne soit pas

allée à ces élections avec des listes communes".

"Toute nouvelle initiative pour une dynamique unitaire de l'opposition passe nécessairement par des états généraux des forces démocratiques pour faire une analyse rétrospective de leurs stratégies, un bilan objectif du chemin parcouru et placer chaque acteur politique devant ses responsabilités", a souligné Mme Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson.

"Cette démarche est une condi-

tion sine qua non pour l'alternance en 2015 qui reste un objectif fondamental pour la Coalition Arc en Ciel et une préoccupation primordiale pour les populations togolaises aspirant à une vie décente", a-t-il souligné.

La Coalition a également rappelé la nécessité d'opérer les réformes constitutionnelles et institutionnelles, conformément aux discussions tenues par le pouvoir et les principaux partis politiques de l'opposition peu avant les législatives.

Mais, "l'Assemblée nationale n'est pas le cadre approprié pour réaliser le consensus indispensable sur les réformes", a indiqué "Arc-en-ciel" qui appelle à une reprise rapide des discussions "dans un cadre de concertation et de dialogue conformément à l'esprit de l'Accord Politique Global (APG)", signé en août 2006 à Lomé, suite à des discussions à Ouagadougou (Burkina Faso), sous la médiation du Président Blaise Compaoré.

Lutte contre la piraterie maritime dans le Golfe de Guinée :
Un "Centre de coordination maritime" bientôt opérationnel

UN "CENTRE de coordination maritime" sera bientôt mis en place pour lutter efficacement contre la piraterie maritime dans le Golfe de Guinée. Les grandes bases de ce "projet" ont été jetées par le Comité des chefs d'état-major de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cédéao) qui s'est réuni en session extraordinaire à Lomé lundi et mardi derniers. Trois sujets ont été abordés par ces hauts responsables militaires : le renforcement des moyens de la Mission militaire ouest-africaine en Guinée-Bissau (Ecomib), la piraterie maritime dans le Golfe de Guinée et la transformation de la Mission internatio-

nale de soutien au Mali (Misma) en Mission des Nations-Unies pour la stabilisation du Mali (Munisma).

"Nous avons décidé de la création d'un Centre de coordination maritime qui va regrouper les membres de la zone E : Bénin, Niger, Nigeria et Togo. Ces quatre pays vont se retrouver pour créer ce Centre. Ils vont équiper ce Centre, en vue de le rendre opérationnel", a déclaré le général Soumaïla Bakayoko, chef d'Etat major général de la Côte d'Ivoire et président du Comité des chefs d'état-major de la Cédéao.

"Les bases ont été jetées en vue de la création dudit Centre pour lutter contre la piraterie dans le Golfe de Guinée. Les Etats membres concernés devront conjuguer leurs efforts pour définir un mécanisme de financement conjoint et les moyens de sa mise en œuvre ; une chaîne de commandement, un plan d'opération et un mode de fonction-



Des pirates arrêtés

nement", a-t-il souligné.

Déjà en juin dernier, les chefs d'Etats d'Afrique centrale et occidentale ont opté, lors d'une réunion à Yaoundé (Cameroun), pour une "approche collective", afin de venir à bout des pirates.

La piraterie maritime a pris de l'ampleur ces dernières années, surtout dans le Golfe de Guinée. En 2012, 966 marins ont été attaqués

dans cette zone. Au cours de la même année, 851 marins ont subi les mêmes attaques au large des côtes somaliennes, selon les récentes statistiques du Bureau maritime international (BMI).

Fin juillet dernier, la gendarmerie togolaise a mis la main sur neuf pirates, auteurs de l'attaque le 17 juillet d'un tanker au large des côtes togolaises.

Zozo
MEDIAS /LA TVT DEVIENT (PRESQUE) MONDIALE



La TVT (télévision publique) et Radio Lomé et Radio Kara sont enfin sur satellite. Deux transpondeurs ont été loués à l'opérateur Eutelsat* et une sous-porteuse pour les deux stations de radio. Il est désormais possible de recevoir les programmes non-cryptés en bande C et en bande KU en Afrique et en Europe à condition de disposer d'une parabole.

La réception est effective depuis le vendredi dernier. Le même jour, le Premier ministre, Arthème Ahomay-Zunu a procédé à la pose de la première pierre des bâtiments techniques et de la future direction générale de la TVT situés à Agbalépédo (Lomé). Djimon Oré, le ministre de la Communication a précisé que la TVT et les radios publiques étaient en phase de numérisation pour la production et la diffusion. Un travail titanesque réalisé à 80%, a-t-il précisé. A noter que LCF, une chaîne privée, est déjà diffusée par satellite en Afrique et peut être regardée en France via un bouquet payant proposé par les câblo-opérateurs.

La TVT a été créée au Togo il y a 40 ans. * Eutelsat 16° Est couvre l'Europe centrale et orientale, ainsi que dans le Bassin méditerranéen, le Moyen-Orient et les îles de l'Océan Indien. Eutelsat 16 A couvre l'Afrique en bande Ku et Ka.

LE NIGÉRIA FAIT DU TOGO, SON HUB POUR LA DISTRIBUTION DE SES PRODUITS EN AFRIQUE DE L'OUEST



La table d'honneur au dulancement de ladite Foire

Du 17 au 31 août prochain, le Togo servira de vitrine pour la distribution des produits manufacturés du Nigeria en Afrique de l'Ouest. L'information a été portée à la connaissance des opérateurs économiques et du public ce mercredi par Olajidé Ibrahim, président du Conseil nigérian de promotion des exportations (NEPC). L'objectif poursuivi en portant le choix sur le Togo pour servir de carrefour aux produits nigériens, a indiqué M. Olajidé, est de permettre l'amélioration des échanges entre les pays de l'Afrique de l'Ouest. « Les exportations du Nigeria dans les pays de l'Afrique de l'Ouest tournent autour de 30 % de la totalité des échanges. Notre ambition c'est de formaliser les échanges dans ces pays en luttant contre le marché informel qui est très élevé », a ajouté celui-ci.

Les hommes d'affaires et opérateurs économiques du Nigeria ont décidé de « considérer notre pays comme un hub en Afrique de l'Ouest » pour la distribution de leurs produits, a confié Kueku Banku-Johnson, Directeur du Centre des expositions et foires du Togo qui a assisté à la conférence de presse de lancement de l'événement.

Le Conseil nigérian de promotion des exportations est un organisme gouvernemental chargé de faire la promotion des exportateurs de nationalités nigériane. Plus de 80 sociétés et entreprises du Nigeria sont attendues à cette rencontre commerciale de Lomé.

ÉCONOMIE /UN TRAFIC QUI PLOMBE LES RECETTES PUBLIQUES



L'offensive contre le "boudé", le carburant frelaté, ne faiblit pas. Une descente de la police et de la gendarmerie mercredi dans plusieurs localités de la préfecture de l'Avé a permis de saisir d'importantes quantités d'essence de contrebande.

Les localités d'Aképe et de Noépé, situées près de la frontière Togo-Ghana, servent de Hub aux contrebandiers. Le carburant, moins cher qu'à la pompe, est revendu dans les grandes villes du pays, mais sa composition incertaine risque de mettre en péril le fonctionnement des moteurs. Un risque qui ne semble pas inquiéter les automobilistes.

Ce trafic à grande échelle constitue une perte sèche pour l'Etat qui dépense déjà des milliards pour subventionner les produits pétroliers.

Réclamez tous les mardis votre hebdomadaire "Le Médium" dans les kiosques et chez vos marchands de journaux.
Prochaine parution le mardi 27 Août 2013

Zozo

ÉDUCATION/ 5000 PROFESSEURS
CERTIFIÉS DÈS LA RENTRÉE SCOLAIRE

L'ambition du gouvernement est de proposer un enseignement de qualité. Cela passe par le développement et la modernisation des infrastructures et par le recrutement de professeurs. 5000 postulent à un job permanent dans la fonction publique. Ils sont déjà enseignants, mais sans contrat de l'Etat. Ils travaillent bien souvent sur la base de contrats temporaires.

Un concours a débuté mardi dernier à Kara et à Lomé. Plusieurs milliers de candidats y ont répondu. Les meilleurs seront retenus, engagés et déployés dès la rentrée scolaire dans les écoles du pays.

VIOLENCES EN EGYPTÉ : L'AFRIQUE "DOIT VOLER AU SECOURS" DE CE PAYS, SELON LA FONDATION "PAX AFRICANA"



Edem Kodjo, Pdt "PAX AFRICANA"

La Fondation "Pax Africana" de l'ancien Premier ministre togolais Edem Kodjo a appelé le samedi dernier, l'Afrique à "voler au secours" de l'Egypte suite aux heurts sanglants entre forces de l'ordre et partisans de Mohamed Morsi, le premier président égyptien élu démocratiquement mais qui a été destitué par l'armée. Au moins 750 personnes dont le fils de Mohamed Badie, guide suprême des Frères musulmans, ont péri, selon le bilan officiel au quatrième jour de ces affrontements.

"Acteur majeur de l'Union africaine, pays le plus peuplé du monde arabe avec plus de 80 millions d'âmes et berceau de rayonnantes civilisations, l'Egypte a plus que jamais besoin en ce moment de la mobilisation et de l'attention de toute la communauté internationale", souligne la Fondation "Pax Africana" dans une déclaration rendue publique.

Cette Fondation apporte "son ferme appui" à la démarche d'un "Groupe de haut niveau" à qui l'Union africaine a donné son quitus de poursuivre et intensifier ses efforts en vue d'un retour durable à l'apaisement socio-politique en terre égyptienne.

"Du 27 juillet au 4 août 2013, ce Groupe de haut niveau a effectué des consultations auprès de toutes les parties en Egypte qui méritent d'être consolidées", souligne la déclaration. Ce Groupe de haut niveau est composé d'illustres personnalités africaines : les Présidents Alpha Oumar Konaré du Mali et Festus Mogae du Botswana et l'ancien Premier Ministre Dileita Mohammed Dileita de Djibouti.

"Notre Fondation appelle toutes les parties en Egypte à la modération dans leurs discours et prises de position politiques, et surtout à s'abstenir de toutes formes de violences qui ont déjà plongé l'économie de ce géant d'Afrique dans une léthargie qui n'a que trop duré. Compte tenu du rôle de plaque tournante que l'Etat égyptien joue le long du pourtour méditerranéen ainsi qu'aux Proche et Moyen-Orient, il importe d'agir et d'agir avec lucidité", ajoute la déclaration signée du président de "Pax Africana" Edem Kodjo.

Le samedi dernier, les forces de l'ordre ont assiégré une mosquée au Caire pour déloger des partisans du président déchu. Dans la seule journée de vendredi dernier, au moins 173 personnes ont été tuées, selon des sources officielles. Plus de 1.000 personnes ont été arrêtées par la police ces quatre derniers jours.

Rappelons que la Fondation "Pax Africana" a pour objectif de garantir la paix en Afrique, par l'analyse des conflits et leur prévention, la négociation, la médiation et d'œuvrer pour un développement accéléré du Continent et de ses pays par des actions multiformes propres à atteindre cet objectif.

Pluies diluviennes Savanes / Inondations :

62 cases écroulées, des champs de cultures de maïs, de sorgho et du riz ainsi que des barrages détruits

LES PLUIES diluviennes qui se sont abattues dans la région des Savanes du 14 au 15 août dernier, ont occasionné d'importants dégâts matériels : des cases écroulées, des champs de cultures de maïs, de sorgho et du riz ainsi que des barrages détruits. Pas de perte en vies humaines, selon des sources officielles.

Les localités particulièrement touchées sont : Dapaong, Djangou, Wandakping, Tchanbango, Nassiète, Nano, Korbongo, Piabribagou, Kouryentre, Babona, Mandouri, Tandjoaré, Mango.

Affrontements entre musulmans à Kétau :

13 blessés, 20 maisons, 5 boutiques, 6 voitures et 7 motos saccagés et brûlés

AU MOINS 13 personnes ont été blessées (dont 2 cas graves) et 20 maisons, 5 boutiques, 6 voitures et 7 motos saccagés et brûlés dans des affrontements qui ont opposés deux groupes rivaux de la communauté musulmane à Kétau (environ 440 km au nord de Lomé) dans la préfecture de la Binah, selon un bilan dressé par le ministre de la Sécurité, le Colonel Yark Damehame.



Col Yark Damehame, ministre de la Sécurité

Selon ce dernier, tout a commencé le jeudi 8 août où un groupe de fidèles musulmans a choisi d'aller prier à Pagouda (pour la fin du mois de Ramadan), suite à un désaccord avec l'actuel Imam de Kétau.

"Sur le chemin du retour dans un convoi bouillant d'une quarantaine de véhicules, le convoi officiel du préfet de la Binah était obligé de s'arrêter à leur rencontre, ceci pour éviter un accident de la circulation", souligne le ministre dans son communiqué.

Le 9 août, Afoda Wasiou et Nimoh Gnakou Ibrahim, respectivement Maître coranique et Chef de la communauté musulmane de la localité, se sont au cours de leur prêche, "indignés de l'attitude et du manque de respect" à l'égard du représentant du pouvoir central affichés la veille par leurs coreligionnaires qui avaient

prié à Pagouda, boycottant la prière officielle organisée à Kétau. Ils avaient aussi dénoncé le fait qu'ils aient obligé le convoi du préfet à s'arrêter

Mécontents des déclarations faites lors des prêches, certains jeunes non favorables à l'Imam, l'ont intercepté et lui ont demandé des explications, après l'avoir "bousculé".

"Dans la foulée, deux autres jeunes nommés Adjara Abdoul Latif et Adjara Abdoul Djalil s'en sont pris au chef de la communauté musulmane pendant que leur père, le nommé Adjara Séidou, apostrophait avec véhémence El Hadj Nimoh. Ce dernier poursuivi ensuite jusqu'à son domicile par les jeunes Adjara, se sentant menacé, s'est réfugié à la Brigade de la Gendarmerie de Kétau d'où il a demandé à l'Imam de le rejoindre pour lui faire part de la situation en cours. L'information du départ précipité de El Hadj Nimoh de sa maison ayant fait le tour de la ville, des jeunes acquis à sa cause et fidèles à l'Imam se sont attroupés devant son domicile avant d'envahir les différents quartiers pour s'en prendre à leurs adversaires ainsi qu'à leurs biens", explique le Colonel Yark Damehame.

Au total 13 personnes ont été blessées dont deux cas graves. Dix personnes ont été interpellées et gardées à vue par la gendarmerie. "Une enquête a été immédiatement ouverte par la gendarmerie nationale pour faire la lumière sur ces graves incidents et situer les responsabilités", souligne le ministre.

Le calme est revenu dans la localité, grâce à l'intervention notamment des forces de l'ordre appuyées par les éléments venus de Kara, ainsi que des autorités administratives locales.



La désolation des habitants des Savanes après les pluies diluviennes

Selon un bilan dressé par le gouvernement 62 cases se sont écroulées, des champs de cultures de maïs, de sorgho et du riz ainsi que des barrages de Kantindi et de Toaga et des plantations d'arbres ont été détruits.

Au total 29 familles sont touchées par la perte des biens, de bétails et de réserves alimentaires. Le pont de déviation à Pana-Bagou a aussi cédé et la Nationale N°1 est rendue impraticable par endroit et par moment, entre le village de Bombouaka et la ville de Dapaong, souligne le gouvernement dans un communiqué rendu public sur les médias d'Etat.

"Face à ce sinistre, le gouvernement a organisé une réunion interministérielle et a dépêché sur le terrain une équipe multisectorielle pour appuyer les structures locales dans les secours d'urgence apportés aux sinistrés. Une évaluation détaillée

des dégâts est en cours de réalisation", souligne le communiqué.

Les autorités togolaises "remercient" les familles qui, par solidarité, ont offert leur hospitalité aux sinistrés et leur "compassion" aux victimes. Elles invitent la population à "redoubler de vigilance" et à "éviter les zones à risques en ces moments de fortes précipitations".

Rappelons que les régions du nord du pays sont souvent touchées par des inondations dues aux fortes pluies ces dernières années. En septembre 2007, au moins 23 personnes ont été tuées dans des pluies diluviennes dans la préfecture de Kpendjal (environ 650 km au nord de Lomé), avec des dégâts importants : 22.000 sans abri pour 130.000 sinistrés, des ponts détruits et des milliers d'hectares de champs de cultures vivrières dévastés.

Faits divers

Brésil-Togo :

Coke en soute

DÉCIDÉMENT, LA nouvelle liaison aérienne directe entre le Brésil et le Togo a du succès auprès des trafiquants de drogue. En juillet dernier, deux Africains s'étaient fait pincer à Lomé à leur descente du vol Ethiopian Airlines en provenance de Rio avec près de 3 kg de cocaïne dans leurs bagages. Le 13 août, les fins limiers de l'aéroport de Lomé ont arrêté cette fois un ressortissant équatorien, passager en provenance de Sao Paulo. Il était en possession de 7 kg de cocaïne.



Un trafiquant équatorien arrêté à l'aéroport de Lomé*

De belles prises pour les agents de l'Office centrale de répression du trafic illicite de drogue et du blanchiment (OCTIDB).

La coke n'est pas destinée au marché togolais, mais aux consommateurs européens et américains.

Les cartels utilisent des moyens divers et variés pour l'export. Depuis la Colombie, le Mexique ou le Brésil, la précieuse marchandise effectue un transit par l'Afrique avant d'être reconditionnée et cachée dans des conteneurs à destination des grands ports européens.

Autre méthode, le recours à des passeurs, communément appelés mules. Ces derniers transportent par avion de petites quantités de drogue. Ils sont payés quelques milliers de dollars pour un voyage qui peut s'avérer à hauts risques. C'est la mésaventure qui vient d'arriver à cet Equatorien.

**Tituana Yamberla Luis Alberto arrêté le 13 août à l'aéroport de Lomé.*

POLITIQUE : Le plan divin d'Agbéyomé Kodjo

AGBEYOME KODJO, leader d'Obuts, un petit parti d'opposition, battu aux dernières législatives dans la circonscription électorale de Yoto, a dénoncé lundi dernier les résultats définitifs publiés par la Cour constitutionnelle.

Il accuse le pouvoir de l'empêcher de revenir à l'Assemblée.

"C'est en toute logique que nous avons introduit en dernier ressort un recours à la Cour Constitutionnelle qui malheureusement, pour des raisons qu'on peut aisément deviner, n'a daigné relever la complaisance de la Cénii, pour faire droit à notre requête



Kodjo Agbéyomé

somme toute légitime, et bien fondée", fait savoir le président d'Obuts.

Pour Obuts, le rejet du recours est 'inique'

"Nous continuons de contester l'ensemble des résultats de ce scrutin car ils ne sont pas représentatifs de l'expression des suffrages du peuple togolais, ni transparents et sincères car l'ensemble du processus a été vicié, phagocyté et dévoyé", estime Agbéyomé Kodjo.

L'ancien Premier ministre du général Eyadema demande au peuple togolais 'de demeurer dans l'espérance, car par ces résultats les vainqueurs illégitimes de cette consultation pensent avoir la maîtrise de toutes les manettes du pouvoir, mais ils ne peuvent changer le cours du destin de la Nation qui va inexorablement se réaliser selon un plan divin, qui échappe au contrôle de l'action humaine (...)'.

LUCARNE : 3 QUESTIONS au Docteur Georges-William Kuessan

"En ce qui concerne l'opposition de façon générale, le résultat a été très décevant."

Trois semaines après les élections législatives du 25 juillet, l'heure du bilan a sonné pour les formations politiques ayant aligné des candidats sur des listes. Depuis la fin de ces élections, les leaders des partis politiques de l'opposition ne se privent pas de ce plaisir en revenant abondamment sur ce qui n'a pas fonctionné dans la machine de l'opposition. Dr Georges-William Kuessan du parti Santé du peuple livre dans cette interview, ses analyses d'après élections tout en proposant à ses pairs de l'opposition, des stratégies destinées, selon lui, à permettre à cette classe politique de faire mieux lors des échéances à venir.

Bonjour Dr Georges-William Kuessan, quel bilan dressez-vous après les élections passées ?

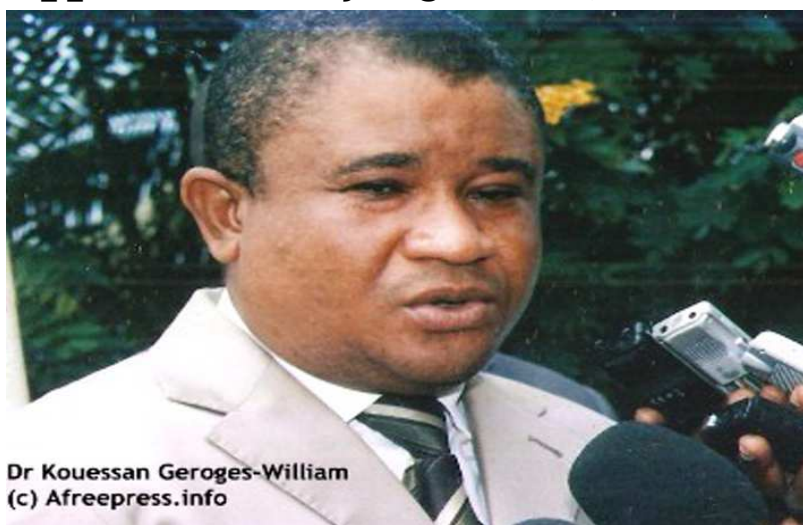
En ce qui concerne l'opposition de façon générale, le résultat a été très décevant. L'opposition s'en est sortie avec 25 députés contre 62 pour le parti au pouvoir soit une différence de 35 sièges. Je pense que c'est assez sérieux et l'opposition doit prendre le temps de réfléchir à tout cela. Donc le bilan est largement négatif au niveau de l'opposition. Je pense qu'il est vraiment temps qu'on pense à mettre sur pied une stratégie gagnante au sein de l'opposition et aller à la conquête du pouvoir en 2015.

Il y a eu beaucoup de tergiversations et de problèmes au sein de l'opposition avant cette élection. À voir seulement le chiffre des abstentions, on comprend aisément. Je pense qu'il faudrait que l'on aille vers une union de l'opposition parce que lorsque vous faites bien les calculs vous voyez que si l'opposition était unie, en dehors de la dynamique que cela aurait créée on aurait pu avoir 40 à 45 sièges et avoir une minorité de blocage.

Quels sont selon vous les principaux facteurs de cette débâcle ?

Je partirais des éléments qui ont conduit à cette défaite. D'abord l'abstention. Pour qu'il y ait abstention, il faut trois éléments de façon générale. Le premier c'est que les gens qui doivent aller voter doivent comprendre la réelle mesure de ce qu'ils vont aller faire c'est-à-dire l'importance réelle de ce qu'ils vont faire. Ceci découle de la sensibilisation et l'opposition n'a pas eu vraiment le temps d'aller sensibiliser ses partisans. Vous avez vu tout ce qui s'est passé avec le CST, on est resté cantonné surtout à Lomé et donc à l'intérieur on n'a pas fait un travail de sensibilisation. Il y a d'abord cela.

L'abstention peut aussi tirer ses sources de la déception. Depuis les années quatre-vingt-dix, les Togolais sont assoiffés de changement. On avait cru que cela viendrait comme une lettre à la poste, mais progressivement on a constaté qu'on s'était trompé et donc les Togolais étaient déçus. On pouvait essayer de circonscrire cette déception en créant une dynamique et cette dynamique devait venir de l'union de cette opposition. Jusqu'à la



Dr Kouessan Georges-William
(c) Afreepress.info

dernière minute tout le monde y avait cru, mais on n'a pas pu avoir cette union et cela a joué à enfermer les populations dans cette position de déception.

Il y a aussi ce que j'appelle le phénomène d'inhibition, car lorsque nous passons tout notre temps à dire à la population que nous n'irons pas aux élections, cette population l'enregistre et à un moment donné lorsque nous changeons de langage et nous disons subitement que nous irons, nous perdons forcément des voix parce que tout le monde ne suit pas spontanément ce changement brutal. C'est au niveau de l'abstention.

En dehors de cela, il y a également le problème d'achat de conscience. Depuis 1990, nous parlons de ce problème d'achat de conscience jusqu'à ce jour. Mais nous savons aussi que le Code électoral dit à son article 143 que pour qu'on invalide un scrutin, il faut non seulement apporter les preuves qu'il y a eu des irrégularités, mais aussi établir que ces irrégularités ont eu à agir de façon substantielle sur les résultats

et c'est ce qui est souvent difficile. Nous pouvons toujours dans la gestion des contentieux et dans la planification des recours avoir la preuve qu'il y a eu des irrégularités, mais il nous sera souvent difficile d'apporter des preuves que ces irrégularités ont pu substantiellement changer les données. C'est pour cela que l'opposition doit tout faire pour empêcher le phénomène d'achat des consciences en amont et je pense que cela ne peut provenir que de la réflexion de tout le monde à se mettre ensemble. Nous devons chercher à empêcher le phénomène d'achat de conscience en amont parce qu'en aval il sera difficile de le faire.

Il y a le problème de découpage électoral. Lorsque vous prenez la région Maritime avec près de 1 400 000 voix, la région Maritime a 25 sièges contre 25 sièges également pour la région des Plateaux qui a 662 000 voix. Si vous prenez par exemple la circonscription du Grand Lomé avec 882 000, on a 10 sièges alors que toute la région des Savanes qui fait 347 000 voix se

retrouve avec 12 députés. La région de la Kara fait 388 000 voix avec 17 députés contre 10 députés pour le Grand Lomé qui a 882 000 voix.

Je pense que ce sont des éléments qui ont pu intervenir dans cet échec de l'opposition.

Bientôt la formation du gouvernement. Peut-on s'attendre à la participation de votre parti Santé du peuple au prochain gouvernement ?

J'ai toujours dit qu'un parti politique qui veut grandir doit nécessairement participer à la chose publique et aujourd'hui il n'y a pas d'autres moyens de participer à cette chose publique que d'aller composer avec le parti au pouvoir qui a aujourd'hui les appareils de l'État. Mais le parti Santé du peuple n'ira pas dans un gouvernement s'il n'y a pas l'opposition parlementaire. Pourquoi ? Pour deux raisons.

La première raison c'est parce que nous avons toujours prôné la solidarité au sein de l'opposition. Nous estimons que seule la solidarité fera notre force. Si nous ne sommes pas solidaires, nous ne serons pas forts au sein de l'opposition. C'est par la solidarité que nous nous ferons respecter par le parti au pouvoir.

La deuxième chose relève d'une question : que pourra changer le parti Santé du peuple seul dans un gouvernement UNIR ? Rien, il ne suffit donc pas d'aller au gouvernement. Il faut aller au gouvernement avec un objectif, une idéologie avec l'idée d'aller changer quelque chose ou d'apporter quelque chose.

Zozo

COUPE D'AFRIQUE DE MARACANA : LES SÉNIORS DU TOGO SACRÉS CHAMPIONS



L'équipe sénior du Togo est sacré champion de la 2e édition de la coupe d'Afrique des Nations Maracana 2013 face à son homologue de la Côte d'Ivoire samedi à Cotonou.

C'est au stade de l'Amitié de Cotonou que les rideaux sont tombés sur la compétition samedi avec la victoire finale du Togo dans la catégorie sénior. Une finale au cours de laquelle les éperviers du Togo se sont imposés devant les Eléphants de la Côte d'Ivoire par le score serré de 2 buts à 1.

Un contraire chez les vétérans, où les Eléphants ont su prendre leur revanche pour succéder aux éperviers au trône de la discipline sur un score de 3 buts à 0. Que ce soit chez les seniors togolais (35 à 44 ans) que chez les vétérans (45 ans et plus), la joie et mobilisation a été très grande. Il faut rappeler que le Maracana est une discipline sportive semblable au football mais qui se joue sur un terrain de handball, avec six joueurs dans chaque équipe et quatre réservistes. La première édition s'est déroulée l'année dernière à Yamoussoukro en Côte d'Ivoire.

FIN DE "LOMÉ BASKET ACADEMY CAMP" : QUELQUE 100 JEUNES DE 12 À 18 ANS MIEUX OUTILLÉS PAR TOMMY WILLIAM DAVIS, UN COACH AMÉRICAIN



Démarré depuis le 12 Août à Lomé, le stage de formation organisé par la Section des Affaires Publiques de l'Ambassade des USA en collaboration avec la Ligue de Basket Ball de Lomé-Golfe, à l'intention de 100 jeunes élèves (garçons et filles) de 12 à 18 ans, s'est achevé le samedi dernier à Lomé. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des activités éducatives et sportives de l'Ambassade des Etats-Unis.

Baptisée "Lomé Basket Academy Camp", cette formation s'est déroulée sur le terrain de basket du stade municipal de Lomé sous la houlette de Tommy William Davis, un Coach américain et ancien joueur de la NBA, le championnat professionnel de la discipline aux Etats-Unis (Dallas Mavericks) et de la Pro League française (Roanne).

L'objectif principal visé par ce dernier : consiste à renforcer les techniques de bases de ces jeunes joueurs, pour les aider à améliorer leur habileté dans le basketball. Cette formation a également permis à ces jeunes basketteurs de débattre des thèmes touchant la vie des jeunes des deux sexes comme le respect de l'autre, le leadership, le travail en équipe, la santé, la nutrition, les Maladies sexuellement transmissibles (MST) et la drogue. Coach Davis a aussi animé des ateliers et rencontres avec les entraîneurs, les arbitres locaux ainsi que les présidents des Clubs de basketball de Lomé.

La dernière séance du samedi dernier a connu la participation de l'ambassadeur des Etats-Unis au Togo Robert Whitehead et de Mme Brenda Soya, directrice des affaires publiques à ladite Ambassade.

Ronnie A. Ahyi-Yenou, Chargé aux Média et à l'Information à l'Ambassade des Etats-Unis, ainsi que des responsables du ministère des sports et de la Ligue de Basket ball de Lomé-Golfe dont son président Ernest Témanou étaient également présents.

Selon Robert Whitehead, le sport est un moyen qui peut faire tomber les barrières et surmonter les stéréotypes. Le diplomate américain a invité ces jeunes à travailler à l'école : "le sport et les études vont de pair. Vous ne pouvez pas privilégier l'un par rapport à l'autre. Un joueur de basketball doit savoir lire et écrire", a-t-il souligné. Tommy William Davis, s'est de son côté, dit très surpris du niveau de ces jeunes basketteurs. "Les bases sont là où les enfants peuvent bien s'entraîner. Ils ont aussi des entraîneurs compétents".

"Au regard de l'engouement que ce camp a suscité au sein des jeunes, nous pouvons dire qu'un travail a été fait", s'est réjoui le président de la Ligue de Basket Ball de Lomé-Golfe.

"Pour avoir des joueurs de haut niveau, il faut faire un travail à la base qui consiste à former les jeunes", a souligné Ernest Témanou.

Après la remise des attestations aux participants à ce Camp, le personnel de l'Ambassade des Etats et le staff technique de ce stage se sont croisés lors d'une rencontre âprement disputée.

CULTURE Phases régionales de la 19ème édition de l'élection Miss Togo :

Jacqueline Adegniadjré, élue Miss région maritime

ELLE S'APPELLE Jacqueline Adegniadjré, elle est étudiante en 3ème année de Finance-Comptabilité, elle a 23 ans et 1,77m comme taille. Elle a été élue Miss Région maritime samedi dernier au cours d'une soirée riche en couleurs, à l'hôtel Eda Oba. Passage en tenue de ville, tenue de vérité ou maillot de bain, danse traditionnelle, etc, ce fut les épreuves auxquelles ont été soumises les 14 filles en course.

Au terme de cette élection qui marque la dernière étape de la phase régionale avant la finale de l'élection Miss Togo, le 31 août prochain, Mlle Jacqueline Adegniadjré qui dit ne pas s'attendre à son élection, s'est dite "très émue et contente". Pour la suite de l'aventure, elle dit compter "sur le soutien des uns et des autres".

Evoquant l'organisation même de ces phases régionales au mois d'août et les finir à quelques jours de la finale, le président du Comité d'organisation de l'Election Miss Togo, Gaspard Baka, a indiqué que "c'est un soulagement parce que



c'était un marathon, car, normalement les régionales se passaient jusqu'à cette édition, au mois de juillet pour nous laisser le temps des préparatifs de la finale. Mais là compte tenu des élections législatives, nous sommes donc obligés de faire ça le mois d'août et prendre le temps de compter. Je pourrais vous dire que c'est un grand soulagement parce qu'on n'était pas sûr de pouvoir terminer de manière professionnelle comme on le faisait mais vous venez de vivre avec moi que l'apothéose a été plus de peur que de mal. Ça s'est plutôt bien passé".

Il a promis "beaucoup d'innovations sur la table", et a révélé que le comité est toujours "en train d'aménager les contours". "Nous mettons des choses, nous retirons des choses, laissez-nous le temps de vous le dire deux ou trois jours avant la finale", a-t-il déclaré.

Il est à noter que les deux dauphines de Jacqueline Adegniadjré sont Ursil Yawa Sénanou Koudri (1ère dauphine), Tatiana Mariama Camara (2ème dauphine) alors que Chéríta Ennin-Sampson est arrivée en 4ème position.

Source: telegramme228



Agence de distribution de courriers

Lettre- Documents d'Affaires-Colis-Marchandises
Imprimerie-Sérigraphie-Tampons-Reliure
(Tous travaux d'impression)
Adresse 141, Angle Rue LANDJO (Tokoin Tamé)

A coté du commissariat du 5ème arrondissement
BP : 5022 Lomé Togo
Tél : +228 22 61 46 08 / 23 38 54 11
Fax : +228 22 26 06 02
Cel : +228 90 15 98 06/98 10 33 08
Email : togoexpress07@yahoo.fr



La Première Agence de Presse Privée au Togo

www.savoirnews.net

L'INFO en Continu 24/24H
Tél (228) : 90 04 19 64 / 99 35
29 23/ 91 45 34 50

E-mail : savoir.news@yahoo.fr
/ info@savoirnews.net



Centre Africain de Formation et de Recherche en Arts et Métiers
Spécialiste de la Sérigraphie Industrielle
Marquage et Impression des Supports de communication
Prestation de service

Contacts : (+228) 90 05 84 20 / 22 37 75 74



Pour le compte de son deuxième semestre d'activités pour l'année 2013, le Cabinet de formation **Update Concept** vous propose deux séminaires de formation opérationnelle à Lomé, sur les thèmes suivants:

- Du 04 au 06 septembre : Management de projet avec MS Project.

- Du 09 au 12 septembre : Stratégie des Organisations.

FORMATEUR : Martin MADIBA EBONGUE, MSc, PMP, Auditeur Qualité ISO 9001-2008.

REFERENTIELS UTILISES:

- PROJECT MANAGEMENT INSTITUTE USA- (PMBOK).
- ISO 21500 (NORME ISO DE MANAGEMENT DE PROJET).
- CADRE LOGIQUE & BALANCED SCORECARD DE KAPLAN ET NORTON.
- STRATEGIC MATURITY MODEL.

LES PLUS UPDATE.

- Clés USB avec Templates d'actifs en management de Projet offert à chaque participant.
- Un Coaching personnalisé pré et post séminaire (sans frais supplémentaire) assuré pour chaque participant.
- Ces deux séminaires donnent droit à des gains des crédits PDU reconnus (Personal Development Units).

Directeurs généraux, Chefs de projet, Responsables chargés de la stratégie, Responsables qualité de projet, Responsable des opérations, consultant en stratégie et management de projet... ne ratez pas l'opportunité de participer à ces deux séminaires de formation homologués et alignés au référentiel Project Management Institute-USA et ISO 21500 (Norme ISO de management de projet).

Pour tout contact et retrait des dossiers d'informations, veuillez contacter :

UPDATE CONCEPT

08 BP: 81589 LOME -TOGO

Tel: +228 22 21 45 47 / 22 34 21 07

Email: info@updatconcept.com / Site web: www.updateconcept.com.